



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE

Section départementale du Tarn

Motion FSU du CTSD du 05 janvier 2021

Madame la DASEN,

Depuis votre arrivée dans le département, vous dites souhaiter un dialogue en toute transparence avec l'ensemble des organisations syndicales. C'est ce que la FSU 81 souhaite également.

Suite aux dernières audiences d'octobre et de novembre, la FSU 81 s'inquiète néanmoins du « dialogue social » que vous avez voulu instaurer dans ce département.

En effet, nous souhaitons vous rappeler que les délégué.es du personnel sont des représentant.es reconnu.es et élu.es par la profession afin de porter leur vision du terrain et défendre leur point de vue. La représentativité syndicale n'est pas au choix des DASEN, mais bien le résultat d'un vote de la profession, (avec des taux de participation à faire pâlir les participant.es à de nombreux scrutins politiques).

L'attitude consistant à nier cette représentativité à l'entrée d'une audience est clairement le signe du dénigrement auquel les représentant.es syndicaux.ales font face de façon récurrente depuis l'adoption de la loi de Transformation de la Fonction Publique.

Nier les informations provenant de la profession, mépriser les représentant.es du personnel, les infantiliser, leur couper la parole et même la leur interdire, voilà une bien curieuse conception du dialogue social.

Non, la FSU 81 ne fera pas de la figuration, n'acceptera pas d'être un simple transmetteur des décisions administratives descendantes et continuera à porter les remontées du terrain et à défendre le droit des personnels malgré les attaques perpétuelles menées par le ministère.

Loin d'être dans une « posture », nous tiendrons notre rôle de première fédération syndicale de l'Éducation, majoritaire dans le Tarn, élu.es par la profession sans tomber dans la co-gestion ni courber l'échine, pour la défense des personnels qui nous font confiance, pour une réelle transformation de l'École et de la Société.

Nous continuerons à exiger de pouvoir exercer ce rôle en toute transparence et équité, à l'inverse des préceptes du ministre.

Comme nous l'avons constaté l'an dernier, le mouvement intra-départemental s'est déroulé dans la plus grande opacité, de nombreux.ses collègues ne comprenant pas leur affectation. Ce nouveau mouvement nourrit, au mieux, des soupçons de népotisme, au pire, les confirme. Ce mouvement opaque est la porte ouverte au chantage ou au copinage. Le corps du paritarisme est encore tiède que certain.es IEN se permettent déjà de promettre un traitement de faveur pour acheter le silence ou récompenser un personnel « méritant ».

Marque de fabrique de ce gouvernement, l'opacité se retrouve dans le traitement de la crise sanitaire par le ministère. Pour preuve, les chiffres mensongers du nombre d'élèves contaminés avancés par M. Blanquer lui-même, 7 fois moindre que ceux publiés le même jour par Santé Publique France. Quelle manipulation grossière, pour le ministre de l'Opacité Nationale ! Tout cela pour tenter de dissimuler la situation catastrophique dans les écoles. D'ailleurs, il est intéressant de se questionner sur les raisons qui vous empêche de nous réunir en présentiel à la DSDEN alors que dans un même temps, les collègues et les enfants se retrouvent, parfois à plus de 30 dans une salle de classe. La sécurité des personnels et des élèves sur le terrain est-elle traitée différemment ?

L'école est confrontée à un manque de moyens chronique, en particulier pour les remplacements. De nombreux.ses enseignant.es ne sont donc pas remplacé.es, obligeant les équipes à répartir les élèves et faisant ainsi du brassage des élèves une règle et non plus l'exception, en dépit du protocole. Pour juguler l'hémorragie, le ministère fait appel en masse à des contractuel.les (6000 au niveau national au moins) dont les 3/4 n'ont jamais vu une classe de leur vie et ne la verront pas plus après, car « remercié.es » à l'issue de leur contrat en février. Pour éviter ce gâchis, la nécessité d'investir dans le Service Public et de recruter le plus massivement possible dès le printemps dernier en augmentant le nombre de places offertes au concours et ouvrant largement les listes complémentaires apparaît comme une évidence. Mais investir dans un Service Public ne fait pas partie du logiciel libéral infecté par le Macronavirus.

Ce désinvestissement dans l'École de la part du gouvernement, c'est aux collègues sur le terrain, et en particulier aux directeurs.trices d'en payer les conséquences et de tenter d'en réparer les dégâts. Les annonces sur la direction et le fonctionnement de l'école issues du « Grenelle » sont ridiculement en deçà des besoins réels des écoles.

Tout ce mépris envers les personnels et ces attaques contre l'École seraient-ils pour quelque chose dans le fait que M. Blanquer soit le ministre de l'Éducation Nationale le plus détesté depuis le début de la Vème République ?

La dérive autoritaire à laquelle nous assistons dans le pays, de l'évacuation invraisemblable des migrants Place de la République à Paris à la désormais habituelle répression des mobilisations sociales, en passant par la défense pathétique de notre ministre gravement mis en cause dans l'affaire Avenir Lycéen, ne cesse de s'amplifier et d'affaiblir notre démocratie.

Concernant cette dernière affaire, alors que depuis trois années, les lycéen.n.e.s, les étudiant.e.s, les enseignant.e.s et les parents s'opposent à la politique éducative et aux réformes d'un ministre devenant de plus en plus illégitime, viennent s'ajouter, sur fond de gestion erratique de la crise sanitaire, les informations diffusées par Mediapart et Libération, relatives au financement et au fonctionnement du syndicat «Avenir Lycéen» ainsi qu'au rôle joué dans cette affaire par certains

membres du Ministère de l'Éducation Nationale et par des hauts fonctionnaires des rectorats. Ces premiers éléments sont très graves et touchent aux fondements même de la démocratie et aux valeurs de la République.

Plutôt que de s'expliquer, le ministre, JM Blanquer, nie toute « affaire » et accuse avec arrogance, presse et organisations syndicales « d'ultra gauchistes » cherchant à le dénigrer.

Après ses récentes attaques contre les soi-disant « Islamo-Gauchistes », la manière dont il considère ou plutôt déconsidère les organisations syndicales, donc les représentant.e.s des personnels, démontre, une fois de plus, son mépris envers le dialogue social, son mépris envers la profession, son mépris envers les enseignant.e.s.

A l'illégitimité, et l'incompétence d'un ministre de l'Éducation Nationale qui méprise l'école et la profession, s'ajoutent maintenant de forts soupçons d'illégalité, de pratiques d'escroqueries en bande ministérielle organisée...

Tout cela pour feindre un pseudo dialogue social avec les lycéen.ne.s, en écartant les véritables et légitimes interlocuteurs-trices qui ont, il est vrai, le grand tort de s'opposer aux réformes ministérielles.

Tout cela pour faire semblant de dialoguer quand, nous en avons bien l'expérience, aucune concertation n'est possible. Et pour cause, la concertation, le dialogue social, le paritarisme sont pour M. Blanquer, comme pour l'ensemble du gouvernement, des freins à ses réformes, à son projet libéral, à sa vision de l'École, la seule acceptable à ses yeux. La loi de Transformation de la Fonction Publique marque la fin de 50 ans de construction du paritarisme et du dialogue social et a été conçue dans le seul objectif de se débarrasser de ce contre-pouvoir et de ces empêcheur.euses de réformer et de casser tranquillement les Services Publics que sont les représentant.es des personnels et les syndicats.

Les manœuvres du ministère concernant le fonctionnement et le financement d'Avenir Lycéen poursuivent le même objectif : museler toute opposition, et avoir les mains libres pour démanteler le Service Public d'Éducation, avec le soutien de « pseudo syndicats », acquis à la cause gouvernementale, et même montés de toute pièce, pour ce qui concerne Avenir Lycéen.

Nous exigeons que toute la lumière soit faite sur ces agissements.

Nous exigeons que les responsables soient sanctionnés à la hauteur des faits.

En tout état de cause, le ministre de l'Éducation Nationale a perdu toute crédibilité, il est devenu complètement illégitime. C'est ce que nous rappellerons le 26 janvier prochain dans la rue avec la grève concernant le secteur de l'éducation et se poursuivant le 04 février avec une grève interprofessionnelle.